

**ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE n° 1122-25-20-100**

-----  
**SOLAIPA**  
**Commune de Vimoutiers**

Le préfet de l'Orne,  
chevalier de l'ordre national du Mérite

**VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-7, L.171-8, L.171-11, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

**VU** le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L.121-1 et L.122-1 ;

**VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

**VU** le décret du 23 Juillet 2025 nommant monsieur Hervé TOURMENTE, préfet de l'Orne ;

**VU** le décret du 8 novembre 2023 nommant monsieur Yohan BLONDEL, secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 25 août 2025 portant délégation de signature à monsieur Yohan BLONDEL, secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;

**VU** l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié, relatif aux rejets de toutes natures des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 3642, 3643 ou 3710 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement au titre de la rubrique n° 2910 ;

**VU** l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n° 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux

installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 19 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4735 ;

**VU** l'arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02 octobre 2003 et ses arrêtés complémentaires, autorisant la société SOLAIPA, à exploiter une installation de fabrication de produits laitiers ;

**CONSIDÉRANT** le dossier de porter à connaissance, déposé en décembre 2023, qui engageait l'exploitant pour septembre 2025 à réhabiliter entièrement la tour de séchage n°1 (à l'arrêt depuis 2017) en y intégrant un filtre à manches afin de respecter les valeurs limites de rejets atmosphériques fixées par ministériel du 27 février 2020 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** le rapport des mesures des rejets atmosphériques des tours de séchage effectuées par l'APAVE entre le 10 juin 2025 et le 11 juin 2025 ;

**CONSIDÉRANT** les non-conformités relevées dans le rapport des mesures des rejets atmosphériques portant sur le respect des valeurs limites de rejets de poussières fixées par l'arrêté ministériel du 27 février 2020 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** le courrier de la DREAL du 28 août 2023 informant l'exploitant de ses obligations en matière de respect de ces valeurs limites :

*"Le respect de ces MTD (meilleure techniques disponibles) vous sera applicable à compter du 4 décembre 2023, soit 4 ans après la parution desdites conclusions au Journal officiel de l'Union européenne, en vertu de l'article R.515-70 du code de l'environnement [...]"*

*En particulier, j'attire votre attention sur le fait que la valeur limite de rejet en poussières des installations de séchage destinées à la production de lait en poudre sera de 10 mg/m<sup>3</sup> (20 mg/m<sup>3</sup> pour le séchage du lactosérum en poudre déminéralisé, de la caséine et du lactose). Je vous demande d'engager dès à présent, si nécessaire, les actions en vue de respecter cette valeur limite. Un contrôle annuel des rejets atmosphériques des installations de séchage devra être réalisé à compter de 2024."*

**CONSIDÉRANT** les retards accumulés, d'une part au regard de la réglementation qui rend applicable les MTD à compter de décembre 2023, d'autre part au regard du planning annoncé dans le dossier de porter à connaissance déposé en décembre 2023, qui engageait l'exploitant pour septembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure la société SOLAIPA de respecter les dispositions réglementaires applicables à ses installations ;

**CONSIDÉRANT** le rapport de l'inspection des installations classées relatif à l'inspection du 11 septembre 2025 transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** les remarque formulées par l'exploitant sur le rapport d'inspection du 06 octobre 2025 par courriel du 30 octobre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** les remarques formulées par l'exploitant sur le présent arrêté de mise en demeure par courriel du 30 octobre 2025 ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Orne.

## ARRÊTE

### **ARTICLE 1 :**

La société SOLAIPA, dont le site est situé au lieu-dit Clos Tords 61120 Vimoutiers et représentée par son directeur de site, monsieur Paulin LEMARCHAND, est mise en demeure de respecter, neuf mois après notification du présent arrêté, la prescription de l'article 17.3 de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 :

*« Les émissions canalisées dans l'air respectent les VLE et sont surveillées aux fréquences suivantes :*

*Paramètre : poussière*

*Procédé spécifique : séchage*

*VLE en mg/Nm<sup>3</sup> : 10*

*Fréquence de surveillance : une fois par an*

*La VLE est de 20 mg/Nm<sup>3</sup> pour le séchage du lactosérum en poudre déminéralisé, de la caséine et du lactose.»*

La mise en demeure pourra être considérée comme satisfaite dès la réception d'un rapport de mesures des rejets atmosphériques en sortie des tours de séchage par une société accréditée qui met en évidence le respect des valeurs limites d'émissions pour le paramètre poussières.

### **ARTICLE 2 :**

Faute pour la société SOLAIPA de se conformer aux dispositions figurant à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'Environnement.

### **ARTICLE 3 :** Recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Caen en application des articles R.421-1 à R.421-5 du code de la justice administrative.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée, et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Il peut être fait appel à cet effet au site internet : <https://www.telerecours.fr/>.

### **ARTICLE 4 :** Notification.

Le présent arrêté sera notifié à la société SOLAIPA, représentée par son directeur de site, monsieur Paulin LEMARCHAND, sis au lieu-dit Clos Tords 61120 Vimoutiers, et dont le siège social est situé à la même adresse.

Le présent arrêté est publié sur le site des services de l'État dans l'Orne pendant une durée minimale de deux mois.

Il sera affiché en mairie par les soins du maire de Vimoutiers pendant un mois minimum. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par le maire et transmis au préfet de l'Orne.


**ARTICLE 5 : Exécution et ampliation**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Orne, le maire de Vimoutiers, ainsi que la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie (inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont l'ampliation sera également adressée :

Alençon le

25 NOV. 2025

Pour le préfet,  
le sous-préfet,  
secrétaire général



Yohan BLONDEL